

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-quatrième Législature, troisième session

1994, chapitre 70

LOI CONCERNANT LA RÉGIE INTERMUNICIPALE DE GESTION DES DÉCHETS DE LA RÉGION MASKOUTAINE

Projet de loi 204

présenté par M. Charles Messier, député de Saint-Hyacinthe

Présenté le 18 juin 1993

Principe adopté le 16 juin 1994

Adopté le 16 juin 1994

Sanctionné le 17 juin 1994

Entrée en vigueur: le 17 juin 1994

Loi modifiée: Aucune



Éditeur officiel
Québec



CHAPITRE 70

Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets de la région maskoutaine

[Sanctionnée le 17 juin 1994]

Préambule ATTENDU que la Régie intermunicipale de gestion des déchets de la région maskoutaine a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

« municipalité membre » **1.** Dans la présente loi, on entend par « municipalité membre » toute municipalité dont le territoire est soumis à la juridiction de la Régie intermunicipale de gestion des déchets de la région maskoutaine, créée par le décret publié à la *Gazette officielle du Québec* le 14 septembre 1991.

Comité exécutif **2.** Le conseil d'administration de la Régie intermunicipale de gestion des déchets de la région maskoutaine peut, par règlement adopté à la majorité des deux tiers des voix, constituer un comité exécutif de cinq membres.

Président **3.** Le président de la Régie est d'office président du comité exécutif.

Membres Les deux délégués de la ville de Saint-Hyacinthe sont d'office membres du comité.

Nomination Les autres membres du comité sont nommés par résolution du conseil d'administration parmi ses membres, pour un mandat d'un an qui est renouvelable.

Vice-président	Le conseil d'administration nomme l'un des membres du comité vice-président; celui-ci doit exercer, en son absence ou en cas de vacance à cette charge, tous les pouvoirs du président.
Quorum	4. Le quorum du comité exécutif est de trois membres. Toute personne qui préside le comité exécutif a droit de voter mais n'est pas tenue de le faire; tout autre membre du comité exécutif est tenu de voter, à moins qu'il n'en soit empêché en raison de son intérêt dans la question concernée, conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2). Quand les voix sont également partagées, la décision est considérée comme rendue dans la négative.
Huis clos	5. Le comité siège à huis clos, sauf dans les cas où il estime opportun de siéger publiquement et dans les cas où le conseil d'administration l'oblige à le faire.
Séances	Dans tous les cas, les membres du conseil d'administration peuvent assister aux séances.
Secrétaire	6. Le secrétaire de la Régie est le secrétaire du comité.
Vacance	7. Toute vacance dans le comité est comblée par le conseil d'administration dans les 30 jours de celle-ci.
Démission	8. La démission d'un membre du comité a effet à compter du jour où elle est remise au secrétaire.
Délégation de pouvoir	9. Le conseil d'administration peut, par règlement adopté à la majorité des deux tiers des voix, déléguer au comité exécutif tout pouvoir, sauf celui de faire des règlements. Il peut aussi déterminer les matières sur lesquelles le comité exécutif doit, à sa demande, émettre un avis.
Restriction	Toutefois, le conseil ne peut déléguer au comité la nomination et la fixation du traitement d'un employé affecté à un poste dont le titulaire n'est pas un salarié au sens du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27), ni l'adjudication d'un contrat dont le montant excède 10 000 \$.
Régie interne	10. Sujet à l'approbation du conseil d'administration, le comité exécutif doit faire des règles pour sa régie interne et il peut les modifier lorsqu'il le juge opportun.
Procès-verbaux	11. Les procès-verbaux des votes et délibérations du comité exécutif sont dressés et transcrits dans un livre tenu à cette fin par

le secrétaire du comité, et, après avoir été approuvés à la séance suivante, sont signés par lui et par le président du comité, et ils sont accessibles à tous les contribuables qui désirent les examiner.

Contrat clé
en main

12. Malgré l'article 468.51 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), en tant qu'il rend applicable à la Régie les articles 573 et 573.1 de cette loi, la Régie peut, dans l'exercice de sa compétence et sans autre formalité que l'autorisation préalable du ministre des Affaires municipales, conclure un contrat clé en main.

Contrat de
gestion

De la même manière, la Régie peut également conclure tout contrat ayant pour objet la gestion de tout ou partie des ouvrages construits en vertu du premier alinéa.

Conception
et exécution

13. Le contrat clé en main conclu en vertu du premier alinéa de l'article 12 confie au cocontractant la responsabilité de concevoir les ouvrages nécessaires à l'exercice par la Régie de sa compétence en matière de gestion et d'élimination des déchets, de les construire et de les exploiter pendant une période fixée au contrat.

Contenu du
contrat

Le contrat mentionne les objectifs visés par la Régie et, le cas échéant, les limites de coût et autres conditions que doivent respecter les ouvrages et la gestion de ceux-ci. Le contrat peut également confier au cocontractant la responsabilité d'assurer le financement à long terme des ouvrages.

Loi non
applicable

14. La Loi sur les travaux municipaux (L.R.Q., chapitre T-14) ne s'applique pas dans le cadre de travaux effectués en vertu d'un contrat clé en main.

Règlement
d'emprunt

15. Malgré les articles 468.37 à 468.39 de la Loi sur les cités et villes ou, selon le cas, les articles 606 à 608 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1), la Régie peut, par règlement qui ne requiert que l'approbation des deux tiers des municipalités membres et du ministre des Affaires municipales, contracter des emprunts afin de pourvoir au paiement des honoraires et autres frais préliminaires liés à la réalisation de ses objets, autres que l'acquisition de biens immeubles.

Tarif des
contributions

16. La Régie peut, par règlement, fixer, selon la méthode qu'elle juge à propos, le tarif des contributions, prix ou droits exigibles des municipalités membres ou d'autres personnes ou catégories de personnes à l'égard des services rendus ou de l'usage des installations.

Restriction

17. La Régie ne peut accepter les déchets et les boues qui ne sont pas générés sur son territoire, sauf s'ils constituent des matières

recyclables, récupérables ou valorisables et s'ils ne sont pas destinés à l'élimination.

Responsabilité de la Régie

18. La Régie peut, par règlement, à l'égard d'une municipalité membre :

1° déterminer les déchets qui doivent être enlevés par cette municipalité ou pour son compte ;

2° déterminer, parmi les déchets mentionnés au paragraphe 1°, ceux dont elle entend prendre livraison ;

3° déterminer les boues qui doivent être enlevées ;

4° prescrire les modalités d'enlèvement, de transport et de livraison des déchets et des boues visés aux paragraphes 2° et 3°, définir les conditions et les modalités de leur acceptation et désigner toute installation ou tout lieu, selon le cas, pour leur livraison.

Déchets industriels

Avant le 1^{er} janvier 1998, les déchets provenant d'activités industrielles ou commerciales ne sont pas visés par les paragraphes 1° et 2° du premier alinéa.

Modes de collection

19. La Régie peut exiger de toute municipalité membre qu'elle n'accorde ou ne renouvelle un contrat pour l'enlèvement de déchets ou de boues déterminés sans que les modes de collecte et d'élimination de ceux-ci ne soient approuvés par elle.

c. C-19, a. 477, applicable

20. L'article 477 de la Loi sur les cités et villes s'applique à la Régie, compte tenu des adaptations nécessaires.

Entrée en vigueur

21. La présente loi entre en vigueur le 17 juin 1994.